



SciencesPo.

CERI  
CNRS

**LE FACTEUR RELIGIEUX DANS LA POLITIQUE SYRIENNE  
DE RECEP TAYYIP ERDOGAN DEPUIS LE SOULEVEMENT POPULAIRE  
CONTRE LE REGIME DE BACHAR EL-ASSAD**

Bayram Balci

(Ingénieur de recherche 1<sup>ère</sup> classe CNRS au CERI-Sciences Po,  
en détachement à la Carnegie Endowment, Washington DC)

Entrée dans son 14<sup>e</sup> mois, la révolte populaire en Syrie, réprimée de façon violente et meurtrière, exerce une pression inédite sur la politique extérieure de la Turquie, une pression qui est montée d'un cran le 22 juin quand un avion de reconnaissance turc a été abattu par la défense anti aérienne syrienne dans des conditions et pour des raisons encore non élucidées. Ankara ayant échoué à convaincre le régime de Bachar El-Assad de se réformer n'a eu d'autre alternative que de rompre avec sa précédente stratégie de rapprochement avec la Syrie pour se ranger du côté des forces d'opposition populaires syriennes. En Turquie, ce revirement a suscité de vives critiques de la part d'une partie de l'opposition, au motif que la confessionnalisation du conflit pourrait faire rejaillir dans le pays les vieux antagonismes entre majorité sunnite et minorité alévie, à laquelle on prête de la

sympathie pour les alaouites syriens. Le soutien des Turcs au Conseil national syrien (CNS), principale organisation de l'opposition syrienne à l'étranger, au sein duquel les Frères musulmans sont prédominants, a fait craindre à certains que le critère confessionnel ne soit devenu un élément de politique étrangère du gouvernement d'Erdoğan.

Dans un contexte régional de tensions entre communautés chiite et sunnite, plusieurs questions se posent sur la place du facteur religieux dans la politique menée par Ankara depuis le début de la crise en Syrie. Recep Tayyip Erdoğan est-il le promoteur d'un nouveau pouvoir politique, sunnite, à Damas ? Doit-on accorder foi aux propos qui affirment qu'en cas de guerre confessionnelle en Syrie et à plus forte raison en cas d'intervention militaire menée sous l'égide des Nations unies qui serait effectuée depuis la Turquie, les alévis turcs se rangeraient du côté de leurs « frères » alaouites syriens ?

#### ALAOUTES ET ALEVIS DANS LES RELATIONS TURCO-SYRIENNES

Le fait que les alévis de Turquie et les alaouites de Syrie, tous deux de confession chiite, partagent le culte d'Ali peut laisser croire à leur proximité. En réalité, les divergences entre les deux communautés sont nombreuses. La foi des alévis de Turquie puise ses origines dans les traditions et les croyances préislamiques des Turkmènes, tribus dont sont issus les Turcs anatoliens, mais aussi anatoliennes et islamiques. Représentant près de 20% de la population turque et désignés sous une appellation générique trompeuse, les alévis constituent en fait une masse disparate, divisée en différents groupes, notamment ethniques. Certains sont de langue et de culture turque quand d'autres, appelés *Zazas*<sup>1</sup>, sont kurdes tandis que les alaouites de Syrie, aussi appelés *Nusayris*, du nom de leur fondateur supposé, Muhammad Ibn Nusayr Numayri, sont des Arabes. Tout au long de leur histoire, leurs chefs religieux ont cherché à s'identifier au chiisme duodécimain tout en préservant les pratiques spécifiques de la communauté. Il existe néanmoins dans la région d'Antakya le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie, une région où vit une petite communauté alaouite qui a été longtemps revendiquée par la Syrie.

Les alaouites constituent environ 10% de la population syrienne. Depuis l'accession au pouvoir de Hafez El-Assad en 1970, ils contrôlent le pays, pourtant majoritairement sunnite. En termes religieux et linguistiques, les alaouites syriens sont très proches des alaouites de la région d'Antakya (on leur donne également le nom de *Nusayris*) alors qu'ils ont très peu de points communs avec les alévis de Turquie. Les deux communautés ont toutes deux été discriminées de longue date par la majorité sunnite. Sous l'empire ottoman, les préjugés

---

<sup>1</sup> Abdulkadir Yeler, « Shi'ism in Turkey: A Comparison of the Alevi and the Jafari », *Journal of Shi'a Islamic Studies*, Vol.3, n°3, Londres, 2010.

étaient nombreux à l'encontre des alévis, considérés comme des hétérodoxes. Il faut attendre l'avènement de la République pour que leur situation s'améliore. Bien que l'Etat turc soit laïque et séculier, il reste néanmoins largement contrôlé par la majorité sunnite, ce qui entretient le sentiment chez les Alévis d'être toujours dominés par la majorité sunnite du pays. Les alaouites syriens ont toujours vécu sous la coupe d'un pouvoir sunnite, notamment au temps de l'empire ottoman. La France mandataire, qui voyait une proximité entre les croyances des alaouites et la foi chrétienne, s'est appuyée sur cette communauté pour asseoir son contrôle sur la région. Les alaouites, qui se sont vus reprocher par les sunnites leur proximité avec le colonisateur, ont perdu leurs privilèges après le départ des Français et au moment de l'indépendance de la Syrie en 1946. Ils prendront le pouvoir en 1970, année de l'avènement de Hafez El-Assad.

Alévis et alaouites ont donc en commun d'avoir été persécutés à travers le temps par les sunnites. Cette persécution explique probablement leur attachement puis leur fidélité à toute force qui s'oppose au pouvoir sunnite. De ce fait, alévis et alaouites soutiennent des régimes séculiers qui limitent l'emprise sunnite sur le pays. Mais cela suffit-il à créer un sentiment de communauté qui transcende les frontières territoriales, linguistiques, ethniques et culturelles ?

Alaouites et alévis ne parlent pas la même langue et les pratiques religieuses des deux communautés sont fondamentalement divergentes. Les alaouites de la province d'Antakya ont été, dans une certaine mesure, « turquisés » après soixante-dix ans d'assimilation par Ankara. Les relations entre les deux groupes sont peu nombreuses.

Et pourtant, beaucoup s'interrogent sur les répercussions que pourrait avoir le conflit syrien en Turquie et sur ses conséquences sur les relations entre majorité sunnite et minorité alévie en Turquie. En cas d'intervention étrangère impliquant la Turquie, alévis et alaouites seront-ils solidaires du régime alaouite de Bachar El-Assad par crainte de l'oppression d'un pouvoir sunnite ?

La réponse n'est pas évidente. Discrets depuis le déclenchement de la révolte populaire, les 400 000 alaouites de la région d'Antakya conservent toutefois une certaine sympathie pour le régime de Damas. Les rares manifestations de solidarité avec la Syrie, telle que celle de février 2012 dans la ville frontalière d'Antakya, ont finalement attiré peu de monde. Quant aux alévis de Turquie, leur sentiment de solidarité avec le régime de Damas est encore plus faible. Aucune fédération culturelle alévie ne s'est mobilisée en faveur du régime de Damas. Pourtant, certains médias turcs alévis ou pro-alévis ne manquent pas de critiquer la politique menée par Ankara en Syrie. Ils accusent Recep Tayyip Erdoğan d'aventurisme et affirment que celui-ci souhaite l'émergence d'un pouvoir sunnite proche de l'AKP à Damas. Il convient toutefois de replacer ces critiques dans le contexte intérieur turc. Les alévis forment l'une

des bases du Parti républicain du peuple (CHP), défenseur de la laïcité et du sécularisme hérité d'Atatürk et principale formation d'opposition du pays. La dénonciation par le CHP de la politique du Premier ministre relève davantage de la rhétorique politicienne que d'une quelconque solidarité avec le régime de Damas et la communauté alaouite de Syrie. En outre, le soutien d'Erdoğan à l'opposition syrienne renforce sa popularité auprès de ses compatriotes.

Il est donc difficile de considérer les alévis de Turquie comme des soutiens des alaouites syriens ou du régime de Bachar El-Assad comme il est peu vraisemblable qu'une intervention armée en Syrie menée sous l'égide des Nations unies à laquelle participerait la Turquie compliquerait les relations interconfessionnelles en Turquie. Un engagement d'Ankara serait certainement moins motivé par des considérations confessionnelles que par des motifs humanitaires et politiques.

#### L'AKP ET LES FRERES MUSULMANS SYRIENS

Le facteur religieux dans le positionnement de la Turquie dans le conflit syrien est prégnant dans le soutien d'Ankara aux Frères musulmans syriens. Certains affirment que l'AKP veut installer ces derniers, avec lesquels elle entretient des liens forts, à la tête de la Syrie, une fois le pays débarrassé de son dictateur. La crainte est légitime. Le Premier ministre turc a plusieurs fois érigé son parti en modèle pour les nouvelles formations politiques du monde arabe<sup>2</sup> dont les partis islamistes issus pour la plupart de l'organisation des Frères musulmans. Nombre de formations politiques arabes se réclament d'ores et déjà plus ou moins ouvertement de l'AKP ou se sont inspirées de son nom ou de son discours. Par ailleurs, divers pays occidentaux, inquiets de la montée en puissance des islamistes dans le monde arabe et considérant la gestion du pays par l'AKP plutôt satisfaisante, ont tendance à favoriser ce « modèle turc ».

Les relations entre l'AKP et les Frères musulmans sont anciennes. De nombreux Frères musulmans syriens gravitant autour de l'AKP sont depuis longtemps installés en Turquie. Toutefois, Erdoğan, par pur pragmatisme politique, n'a jamais utilisé ces relations, Ankara entretenant depuis 1998 de bonnes et fructueuses relations avec le régime de Damas. En 1998, la Turquie a en effet contracté une alliance avec le régime syrien qui a accepté de mettre fin à son soutien au PKK, parti kurde opérant en Turquie depuis le sol syrien. Mais la révolte des Syriens a modifié la donne et imposé un rapprochement stratégique d'Ankara avec les Frères musulmans. Les contacts sont discrets, mais plusieurs sources confirment

---

<sup>2</sup> Hassan Mneimneh, "The "Turkish Model" in Arab Islamism: Rejection or Emulation?", Hudson Institute, <http://www.currenttrends.org/research/detail/the-turkish-model-in-arab-islamism-rejection-or-emulation>

que le gouvernement turc use de son influence pour renforcer la position des Frères musulmans au sein de l'opposition syrienne. Compte tenu de la proximité idéologique entre la pensée des Frères musulmans et les valeurs défendues par l'AKP, ce soutien n'étonnera personne et s'inscrit dans la ligne droite de la politique arabe d'Erdoğan.

Toutefois, ce soutien ne doit pas être exagéré. Les Frères musulmans sont un mouvement ancien qui se renforce aujourd'hui à la faveur de l'affaiblissement ou de la disparition des régimes autocratiques dans le monde arabe. Par ailleurs, Ankara a toujours soutenu l'ensemble des composantes du CNS. Boycottée par la majeure partie des formations kurdes et impuissante à mobiliser les chrétiens et les druzes du pays, l'opposition syrienne à l'étranger se retrouve de fait dominée par les sunnites, parmi lesquels la tendance des Frères musulmans est la force émergente.

En dépit des apparences, le facteur religieux ou la solidarité confessionnelle existant entre sunnites et Frères musulmans ne sont pas les éléments déterminants de la politique syrienne du gouvernement d'Erdoğan. L'épouvantail islamiste, toujours un peu trop vite brandi en Occident, n'est pas une réalité. L'hésitation d'Ankara à rompre avec Damas relève davantage de la prudence politique que de considérations confessionnelles. Erdoğan est un fin politique et un pragmatique : allié du régime alaouite quand les intérêts de la Turquie l'exigent et soutien de l'opposition syrienne et de la communauté internationale quand le régime de Bachar El-Assad se discrédite par une répression violente et nuit aux intérêts de la Turquie.